

# Formulation de la stratégie LT-LEDS du Tchad selon l'article 4.19 de l'Accord de Paris: l'expertise du Dr ATCHADE Assouhan Jonas

*Le Tchad s'engage dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) avec une stratégie ambitieuse. Un atelier de consultation des parties prenantes s'est tenu à l'hôtel de l'Amitié à N'Djamena du 19 au 20 juin 2024, marquant le lancement du processus d'élaboration de la Stratégie à Long Terme de Développement (LT-LEDS) du pays.*



## *Rencontre avec les parties prenantes*

Cet atelier visait à informer et former les experts sectoriels et autres participants sur le processus de conception de cet outil crucial pour le développement durable. L'événement a suscité un grand intérêt, tant au niveau national qu'international, pour sa capacité à mobiliser des ressources destinées à la réduction des émissions dans les secteurs clés tels que l'énergie, la foresterie, l'agriculture et les déchets. Il vise également à renforcer la résilience des

communautés tchadiennes à l'horizon 2050.

Avec cette initiative, le Tchad devient le premier pays d'Afrique Centrale à mettre en œuvre l'article 4.19 de l'Accord de Paris. Cet article invite les pays signataires à élaborer et soumettre leurs Stratégies de Faible Émission de gaz à effet de serre (LT-LEDS) au secrétariat de la Convention sur le Climat, tout en tenant compte du principe de responsabilité commune mais différenciée et des circonstances nationales respectives.

Dr. Jonas Assouhan Atchadé, consultant international mandaté par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD Tchad), a joué un rôle clé dans la planification et l'animation de cet atelier. Il a présenté trois communications majeures portant sur le processus de formulation de la stratégie LT-LEDS, l'intégration du genre dans ce processus, et la conception d'une feuille de route/méthodologie détaillant la trajectoire à suivre pour aboutir à la stratégie finale.

Cet atelier a été rendu possible grâce aux efforts concertés de l'équipe du PNUD Tchad, principal partenaire technique et financier, et de la coordination nationale qui ont travaillé sans relâche pendant des mois pour assurer sa réalisation.

Le Tchad, par cette initiative, montre l'exemple en Afrique Centrale et réaffirme sa détermination à contribuer activement à la lutte contre le changement climatique, tout en œuvrant pour un développement durable et inclusif de ses communautés.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# **Préparation de la COP28: les jeunes, OSC, négociateurs et acteurs étatiques s'activent**

The increasing threat of climate change, emphasized by a recent IPCC report, prompts Benin to prepare for COP 28 in Dubai. In a workshop spearheaded by the Ministry of Living Environment and supported by the PASCIB, different stakeholders gathered to consolidate solutions to major issues like rising sea levels, frequent flooding, drought, which threaten vital sectors like agriculture, water, and local economies. The national preparation aims to unify all parties' stances in climate change combat and to contribute significantly to local community follow-ups.

---

## **Dialogue ouvert à Parakou : les acteurs échangent pour la résilience climatique**

The NGO Save Our Planet organized a fruitful dialogue on November 4, 2023, including diverse experts, citizens, and passionate farmers, to discuss the climate impacts in Benin and other African countries. They stressed the need for localized resilience strategies, farmer education, and climate justice. The participants emphasized the negative consequences of increased agricultural modernization and persistent climate change without appropriate interventions.

---

# **SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT: LES PRINCIPAUX COORDINATEURS DU GROUPE DES NEGOCIATEURS AFRICAINS SE SONT CONCERTES AVANT LA RENCONTRE**

*En prévision du premier Sommet africain sur le climat (ACS), co-organisé par le Kenya et la Commission de l'Union africaine (CUA) à Nairobi du 4 au 6 septembre 2023, les principaux coordinateurs du Groupe africain des négociateurs sur le changement climatique (AGN) se sont réunis à Nairobi. Pendant cette séance, ils ont discuté et pris des décisions sur les questions clés liées aux intérêts et aux attentes de l'Afrique pour la COP28.*



Le Président du Groupe des Négociateurs Africains sur le Changement climatique et les principaux coordinateurs  
***De Friday Phiri***

L'ACS, le Sommet africain sur le climat, qui se tiendra sous le thème : « Croissance verte et financement climatique pour l'Afrique et le monde », vise à marquer la force du continent africain et son poids dans les discussions à l'échelle mondiale et dans les forums internationaux existants, tels que l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), le G7, sans écartier, entre autres, les processus du G20 et la COP 28. Le Sommet se tiendra parallèlement à la Semaine africaine du climat (4 – 8 septembre 2023), un événement annuel dirigé par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), visant à promouvoir des actions permettant de rectifier le cap, afin d'atteindre les buts et objectifs de l'Accord de Paris.

La réunion devrait rassembler des dirigeants d'Afrique et d'ailleurs ; les partenaires de développement ; les organisations intergouvernementales ; le secteur privé; le milieu universitaire ; les organisations de la société civile ; les femmes et les jeunes pour concevoir et booster des

actions et solutions pour le changement climatique en Afrique, en fournissant une plate-forme d'échange sur le lien entre le changement climatique, la réalité du développement de l'Afrique et la nécessité de faire pression pour un investissement accru dans l'action climatique à l'échelle mondiale, et en particulier en Afrique.

Outre la position commune africaine sur les différents volets de négociation thématiques sur le climat, les principaux coordinateurs du Groupe des Négociateurs africains sur le Changement Climatique, ont délibéré également sur la Déclaration de Nairobi, un document final clé attendu à la fin du sommet. S'exprimant lors de la séance d'ouverture de la réunion, le Président du Groupe des Négociateurs africains sur le Changement Climatique, Ephraim Mwepya Shitima a exhorté les coordonnateurs principaux à continuer de jouer leur « rôle critique en tant que conseillers techniques auprès des décideurs politiques sur la participation efficace de l'Afrique aux négociations mondiales sur le climat en relation avec les réalités et aspirations de développement du continent ». Et à cette occasion, Rose Mwebaza, la Directrice du bureau régional du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour l'Afrique, a apprécié le rôle joué par le Groupe des Négociateurs africains, au fil des années dans la participation efficace de l'Afrique aux processus climatiques et a exhorté le groupe à rester concentré.

« Je suis particulièrement ravi d'être avec vous non seulement dans mes nouvelles fonctions ici au PNUE, à la tête du Bureau Régional pour l'Afrique, mais aussi en tant que l'un de vous, ayant participé activement aux processus de négociation sur le changement climatique au cours des 20 dernières années », a déclaré Mwebaza. « Je pense que nous vivons une période passionnante alors que le continent se prépare à accueillir le premier Sommet africain sur le climat. En tant que négociateurs techniques, je vous exhorte à rester concentrés et à fournir les orientations nécessaires par rapport aux

besoins de développement du continent ».

## **Opportunité pour l'Afrique**

L'Afrique est considérée comme le continent du futur. En tant que continent le plus jeune et à l'urbanisation la plus rapide, avec une population qui devrait doubler pour atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050, l'Afrique dispose d'un immense potentiel en matière d'énergie propre, de terres arables, de minéraux essentiels et de ressources naturelles. Alors que le continent fait déjà preuve d'une forte dynamique en matière de croissance verte, il doit capitaliser sur cette dynamique existante en mettant en œuvre un programme de croissance verte holistique qui tire parti de ses vastes ressources, et en garantissant un financement climatique adapté aux besoins de l'Afrique. Ce qui correspond à ses ambitions de croissance.

Le potentiel des énergies renouvelables de l'Afrique sera cinquante fois supérieur à la demande mondiale d'électricité prévue en 2040. Cependant, les énergies renouvelables représentent 10 % du mix de production d'électricité et seulement 20 % de la capacité totale de production d'électricité installée en Afrique. Alors que l'Afrique abrite 30 à 40 % des minéraux de la planète, y compris ceux nécessaires à la transition vers les énergies vertes et aux batteries (par exemple, plus de 40 % des réserves mondiales de cobalt, de manganèse et de platine), le continent a peu à montrer en termes d'énergie propre et de mobilité.

De même, l'Afrique possède 60 % des terres arables non cultivées de la planète, qui, lorsqu'elles sont exploitées de manière durable, peuvent aider le monde à atteindre la sécurité alimentaire, le continent étant un importateur net de nourriture. Le sommet cherche donc à répondre à la nécessité de changer le discours de l'Afrique sur le changement climatique pour en faire un programme de croissance en exploitant les opportunités qui existent pour la

transformation économique. Cet agenda se concentrera sur 5 axes de croissance fondamentaux : transition énergétique / énergies renouvelables; minéraux verts et production; l'agriculture durable, l'utilisation des terres et de l'eau/océan ; infrastructures et urbanisation durable ; et le capital naturel soutenu par deux leviers transversaux importants (adaptation et résilience aux risques climatiques et finance climatique et crédits carbone).

Les résultats du Sommet viseront également à fournir une contribution et une orientation importante aux travaux en cours sur les réformes des institutions financières mondiales, afin de soutenir un tel programme de croissance avec des changements correspondants à leurs propres trajectoires.

---

## **Actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion des réserves de Biosphère : Les acteurs clés valident les enquêtes de terrains**

*Le projet Benkadi réunit du mardi 18 au jeudi 20 juillet 2023 à Grand-Popo, les Ongs de gestion et associations de gestion de sites, les structures étatiques, les autorités communales et autres acteurs clés sur l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion de la Réserve de Biosphère du Mono. À travers l'Outil Intégré sur l'Efficacité de Gestion, IMET (Integrated Management Effectiveness Tool), les éléments collectés par les consultants sur le terrain pour*

*l'élaboration du document actualisé seront validés.*



Pour sauvegarder les services écosystémiques, le Projet Benkadi au Bénin appuie actuellement les populations afin de réaliser l'impact poursuivi qui est que : « Les gouvernements et le secteur privé mettent en œuvre des politiques, programmes et pratiques inclusifs avec la participation des OSC et des communautés locales y compris les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap pour accroître la résilience des communautés vulnérables aux effets du changement climatique dans les quatre pays d'intervention de Benkadi. »

Le projet Benkadi au Bénin conduit actuellement une enquête de terrain afin de contribuer à l'Actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion (PAG) des réserves de Biosphère du Mono et de la Basse Vallée de l'Ouémé au Sud du Bénin et définir des objectifs et mesures de gestion de l'actualisation des PAG des deux Réserves. A l'étape de Grand-Popo, les Ongs de gestion de sites, les Association de gestions des sites, Mab Unesco, le Centre de Gestion des Réserve de Biosphère (CENAGREF), les Agents territoriaux de gestion agricole, des maires du Mono et du Couffo accompagnés des cadres techniques

et autres responsables du secteur du cadre de vie et du développement durable dans les deux départements sont mobilisés depuis ce mardi 18 juillet à l'hôtel Bel Azur de Grand-Popo. Pendant 72 heures, l'atelier campagne IMET (Integrated Management Effectiveness Tool) 2023 entendu, Outil Intégré sur l'Efficacité de Gestion des Réserves de Biosphère, leur permettra de faire l'encodage des données, l'analyse des résultats et utilisation des résultats pour la planification, l'opérationnalisation, la prise de décision et le suivi. Une démarche pour faire valider les enquêtes de terrain par les acteurs clés du Mono/Couffo.



D'après les spécialistes, le contexte actuel expose que les réserves de biosphère du Mono et de la Basse Vallée de l'Ouémé

au Sud du Bénin en raison de leur situation dans la partie côtière du Bénin, de la structure très dispersée et étoilée des différents sites qui les composent sont exposés aux effets néfastes des changements climatiques. Or, à l'origine, elles ont été créées pour sauvegarder la biodiversité spécifique des écosystèmes du sud du Bénin, protéger les bassins versants des fleuves Mono et Ouémé ainsi que leurs affluents. Cela devrait aussi assurer une couverture suffisante en ressources forestières afin de garantir une quantité de puits à carbone dans cette partie très urbanisée du Bénin.

C'est donc, face à cette situation, qu'il a été jugé important de prendre en compte les changements climatiques dans la gouvernance de ces réserves de biosphère. Cela devant permettre de garantir et de pérenniser les objectifs et acquis de l'érection de ces deux réserves, le Projet Benkadi, s'est alors engagé pour accompagner la présente actualisation afin de contribuer aux objectifs de développement durable et surtout de la cible 13 des ODD qui vise à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des pays face aux aléas et catastrophes climatiques.

Après le mot de bienvenue du Chef Projet Benkadi, Sagbo Damien Djodjo Kouton, qui a exhorté les participants à l'assiduité, le Professeur Aristide Téhou, personne ressource, a invité tout le monde à apporter sa contribution à la réalisation d'un document de bonne facture. L'honneur est revenu à la représentante du Cenagref, Madame Faï Chabi Yaoure de lancer les travaux.

Après l'étape du Mono, la semaine prochaine sera le tour des acteurs clés sur la Réserve de la Basse Vallée de l'Ouémé au Sud du Bénin.

---

# **Entretien Exclusif avec Pauline MODRIE, Conseillère en développement durable au Centre Hospitalier Universitaire UCL Namur de Belgique**

*Le secteur sanitaire contribue à hauteur d'environ 4,4 % aux émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, émettant ainsi environ 2 milliards de tonnes chaque année. Ce secteur contribue aussi à diverses formes de pollution environnementale.*

*Pour comprendre la nouvelle approche éco-conçue des soins de santé, nous recevons dans cet entretien exclusif, Pauline MODRIE, Bio-Ingénieure et Conseillère en Développement Durable au Centre Hospitalier Universitaire UCL Namur de Belgique.*



**Journal Santé Environnement** : Pauline MODRIE, dites-nous, être conseillère en développement durable pour un centre hospitalier, ça consiste à quoi ?

**Pauline MODRIE** : Il consiste à regarder tout en prodiguant des soins de qualité, avoir des soins qui impactent moins l'environnement. Des soins qui sont plus respectueux de l'environnement, des patients de l'hôpital et qui produisent aussi moins de gaz à effet de serre.

**Journal Santé Environnement** : Qu'en est-il de l'application de l'écoconception des soins ?

**Pauline MODRIE** : Quand on veut aller vers la qualité des soins, c'est surtout une question de gestion des risques pour le patient. Il y a des choses qu'on peut faire autrement par exemple l'énergie solaire, mais aussi concevoir les soins avec moins de matériels à usage unique quand c'est possible. Rechercher ce qu'il y a de mieux pour le patient en matière de qualité des soins et avoir moins de plastique.

**Journal Santé Environnement** : Quelle est l'expérience du CHU Namur de Belgique dans cette dynamique ?

**Pauline MODRIE** : Avec le CHU Namur, nous avons commencé par bien expliquer à tous les professionnels de la santé, pourquoi, c'est important de faire de l'écoconception des soins et d'avoir des soins moins impactant sur l'environnement.

Alors c'est important pour trois choses, on ne veut pas dégrader les conditions de vie de nos patients, de nos infrastructures hospitalières. La deuxième chose, c'est une question d'éthique, quand on revient au principe de déontologie. Avant tout, ne pas nuire. Enfin troisième chose, en Belgique les soins de santé, c'est un secteur qui impacte l'environnement avec les pollutions atmosphériques, le rejet des gaz à effet de serre. C'est également un secteur qui est important au niveau de l'emploi et de l'économie donc on veut y veiller.

*De plus, ce qui se passe à l'hôpital est aussi un modèle pour les citoyens. Faire les choses autrement permet aussi d'engager la population vers plus de développement durable.*

*Pauline MODRIE*

C'est pourquoi, au CHU Namur, on travaille à l'écoconception des soins. Nous formons les professionnels en les sensibilisant en regardant tout ce qu'il faut faire autrement. Mieux trier les déchets, utiliser moins de plastique toujours dans la meilleure qualité des soins.

**Journal Santé Environnement** : Pensez-vous qu'on peut appliquer cette nouvelle approche dans un pays en développement, comme le Bénin ?

**Pauline MODRIE** : Certainement pas de la même façon qu'on l'applique en Europe parce que le contexte est différent. Je pense que dans les pays comme ici, il y a le potentiel par

exemple à avoir de l'énergie propre. En Belgique, il y a des panneaux solaires sur les toits des hôpitaux. Ça permet d'avoir un accès plus facile à l'énergie.

Pour le reste des problématiques, je pense qu'il faut d'abord développer la qualité des soins en intégrant la dimension du respect de l'environnement.

*Face au changement climatique, à la dégradation de la biodiversité et à toutes les pollutions environnementales, le développement durable doit être intégré dans la dynamique des soins de santé pour des soins de meilleure qualité pour les patients.*

*Pauline MODRIE*

**Journal Santé Environnement** : Dans ce sens, quel message avez-vous l'endroit des pouvoirs publics ?

**Pauline MODRIE** : C'est important d'avoir le soutien des pouvoirs publics pour aller dans la même direction pour savoir aussi ce qu'on doit faire, avoir des guidelines pour faire les meilleures choses possibles tout en gardant en tête la meilleure qualité des soins.

**Journal Santé Environnement** : Le développement durable, c'est quand même trois piliers, le social, l'économie et l'environnement. En-dehors de l'environnement comment pouvez-vous décrire l'interaction avec le social et l'économie ?

**Pauline MODRIE** : Ce sont des thématiques qui se rejoignent parfaitement parce que quand on est plus respectueux de l'environnement, c'est aussi l'environnement de travail des travailleurs, utiliser des produits qui polluent moins le milieu de travail des travailleurs. C'est aussi du social. Et quand on recommande une meilleure utilisation des ressources, c'est pour plus d'efficience et plus d'efficacité des soins. Mais on est aussi dans un cercle qui peut être vertueux en

économie.

Je pense que les enjeux de la qualité des soins sont extrêmement importants. Les échanges que j'ai eus aujourd'hui démontrent que la dimension du développement durable peut être parfaitement intégrée puisque qu'elle est logique pour tout le monde pour de meilleurs soins de qualité.

*Propos recueillis et traités par Megan Valère SOSSOU*

---

# **Célébration de la Journée Mondiale de la Terre: la séduisante surprise de TikTok**

La Journée Mondiale de la Terre qui a débuté il y a plus de 50 ans, est devenue un événement annuel et international réunissant 193 pays, avec des manifestations et des actions en faveur de la protection de l'environnement organisées dans le monde entier.



A l'édition 2023, la plateforme chinoise de vidéos courtes, TikTok, annonce une nouvelle politique de lutte contre la désinformation environnementale. Face aux nombreuses fausses informations qui circulent sur sa plateforme, TikTok prend ses responsabilités et décide de lutter contre la désinformation en particulier sur le sujet du changement climatique. Cette nouvelle politique implique le bannissement des utilisateurs qui propagent des informations erronées sur les questions environnementales et l'authentification des contenus pertinents.

### ***TikTok s'engage contre la désinformation climatique***

Selon un communiqué de la société, « nous mettons en place une nouvelle politique de lutte contre la désinformation sur le changement climatique. Elle consiste à retirer les mauvaises informations qui remettent en cause le consensus scientifique établi, par exemple les contenus qui nient l'existence du changement climatique ou les facteurs qui y contribuent ». Les contenus niant des faits scientifiques établis sur l'environnement sont désormais interdits et les utilisateurs

qui ne respectent pas ces nouvelles règles risquent de voir leurs vidéos supprimées et d'être bannis.

Pour assurer la mise en œuvre de ces nouvelles règles et lutter contre les fake news, TikTok travaillera « avec des partenaires indépendants de fact-checking qui valideront la pertinence d'un contenu ». La plateforme souhaite ainsi redorer son image et montrer sa bonne foi en matière de lutte contre la désinformation.

Avec cette annonce, TikTok tente de se donner une image plus « verte » et estime « avoir un rôle important à jouer en donnant de l'importance aux discussions relatives au climat ». La plateforme prévoit également de mettre en avant les comptes d'influenceurs engagés dans la protection de l'environnement.

Cependant, il est important de rappeler que TikTok est régulièrement pointé du doigt pour les fausses informations qui circulent sur son site, notamment à propos du climat. Cette nouvelle politique de lutte contre la désinformation environnementale sera donc scrutée de près par les utilisateurs et les experts du climat.

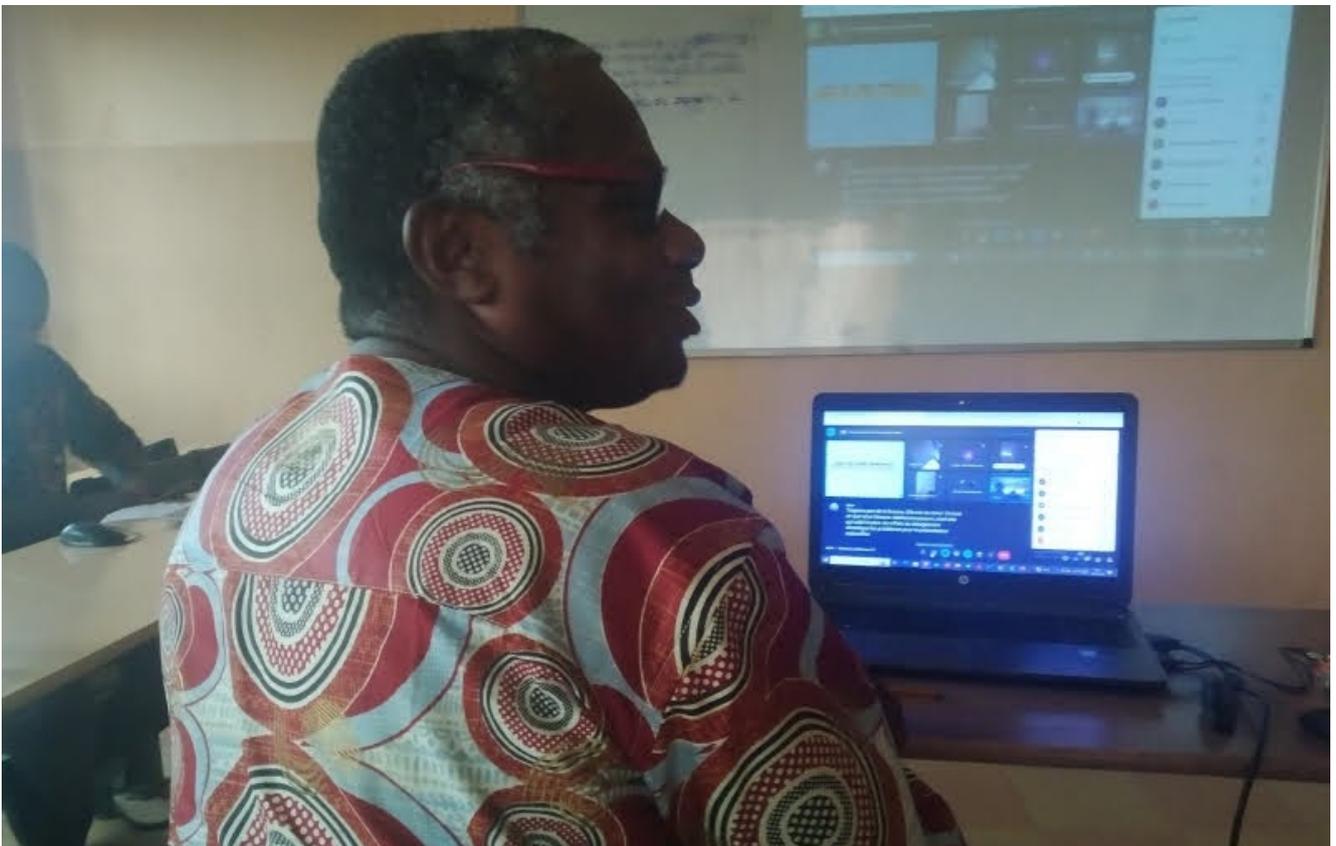
*Megan Valère SOSSOU*

---

**Changements climatiques :  
L'association Ouest-Africaine  
de climatologie se préoccupe**

# de ses effets dans la sous-région

*Pour sa première sortie pour le compte de 2023, l'AWAclim, l'Association Ouest-Africaine de climatologie a réuni, en ligne ses membres de la sous-région, les chercheurs et les différents acteurs du climat autour du thème, « Le changement climatique une menace réelle pour la planète : Etat des lieux, impacts et conséquences ». C'est son Président le Professeur Expédit Wilfrid Vissin qui a animé cette conférence. Il s'agit de partager avec les participants les connaissances sur les changements climatiques, d'aider à cerner ses impacts et conséquences du phénomène et d'indiquer quelques solutions identifiées par l'AWAclim. C'est l'une des salles de cours du bâtiment MIRD, Master Intégration Régionale et Développement qui a servi de cadre à cette activité.*



La conférence a démarré par le partage de quelques notions, notamment sur le temps, le climat, la météorologie, la

climatologie, la variabilité climatique, l'atténuation et l'adaptation au climat, le changement climatique, la résilience, auxquels il faut ajouter les aléas climatiques, les impacts climatiques et les risques climatiques. Une fois, ces notions clarifiées, Expédit Wilfrid Vissin, le conférencier a dressé le tableau des facteurs responsables des changements climatiques. Il s'agit de l'homme et de ses activités, à savoir : l'industrie, le bâtiment, la déforestation, le transport.

Ces dernières ont modifié, selon le Président de l'AWAclim l'effet de serre naturel, dont le rôle est de maintenir la stabilité climatique. Conséquence, la terre se réchauffe et ses répercussions vont toucher tous les domaines de la vie socio-économique. Ainsi, les modifications des régimes pluviométriques vont impacter l'agriculture, les ressources en eau. Elles feront aussi le lit à la sécheresse. Le régime océanique sera modifié lui aussi. Les côtes seront en souffrance et les villes côtières en grande difficulté. Il va falloir mieux gérer la crise climatique, sinon, d'ici 2050-2100, tout va changer autour des hommes, reconnaît le conférencier.

### **Quelles sont les solutions ?**

Les Pays africains doivent cesser avec les conférences sur le climat, telles qu'elles sont organisées aujourd'hui. Il faut, selon le Professeur Expédit Wilfrid Vissin, que les africains organisent des conférences sur le climat « à l'africaine », qui permettent de sortir des décisions à opposer aux pays riches, responsables du réchauffement climatique. Il s'agit donc pour les africains de mutualiser leurs efforts en vue d'influencer les décisions liées au changement climatique, insiste le conférencier. Mais en attendant, il propose quelques mesures. Il s'agit de :

- Renforcer les connaissances sur les changements hydroclimatiques ;

- La prise en compte de façon objective de la variabilité climatique et du changement climatique ;
- La gestion traditionnelle des risques climatiques ;
- La mise en œuvre effective de la GIRE, la Gestion Intégrée des ressources en eau ;
- Améliorer le changement de comportement.

Une brève présentation de l'AWAclim et de l'Association Internationale de la Climatologie est venue clôturer l'intervention du Professeur. Les débats ouverts par la suite ont permis aux participants du Bénin, du Togo, du Niger, de la Côte-d'Ivoire et du Mali d'avoir des éclaircissements sur certains points clés de la conférence auxquels le Président de l'AWAclim a apporté des réponses. Il est prévu, à l'avenir des rencontres régulières pour aborder tous les problèmes liés aux impacts des changements climatiques, annonce le Président de l'AWAclim satisfait de cette première sortie de son association.

***Didier Hubert MADAFIME***